



69289

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

ST/ECA/TRANS/3
17 février 1982

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA RÉUNION DU CONSEIL CONSULTATIF DE
L'AUTORITÉ DE LA ROUTE TRANS-AFRIQUE DE L'EST
LE CAIRE-GABERONES

Addis-Abeba, 19 novembre 1981

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
A. ORGANISATION ET PARTICIPATION	1 - 2	1
B. OUVERTURE DE LA RÉUNION	3 - 22	1 - 4
C. COMPTE RENDU DES DÉBATS	23 - 38	4 - 6

A. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La réunion du Conseil consultatif de l'Autorité de la route trans-africaine de l'Est Le Caire-Gaberones s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), le jeudi 19 novembre 1981.

2. Les représentants des pays suivants ont assisté à cette réunion : Egypte, Ethiopie, Kenya, Soudan, Zambie, Zimbabwe (membres), Burundi, Djibouti, Malawi, Rwanda, Swaziland, Ouganda (membres associés) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Les observateurs suivants ont également assisté à cette réunion :

a) Pays industrialisés

France, Italie.

b) Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement (TCD).

c) Institutions financières

Banque africaine de développement (BAD), Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

d) Autres organisations internationales ou inter-gouvernementales

Commission des communautés européennes (CEE), Fédérale routière internationale (FRI).

B. OUVERTURE DE LA REUNION

3. La Réunion a été officiellement ouverte par H. Tekezeshewa Aitenfisu, ministre des mines, de l'énergie et des ressources en eau de l'Ethiopie socialiste, qui a souhaité la bienvenue aux participants au nom de son gouvernement.

4. Il a souligné le fond du problème général du développement en Afrique et la solution requise, en particulier. Il a fait observer que les pays africains avaient reconnu que les transports et les communications constituaient un secteur clé dont le développement régissait la croissance des économies et l'intégration socio-économique de l'Afrique, ainsi que la promotion des échanges intra-africains. Il a rappelé que l'Assemblée générale des Nations Unies avait proclamé la période 1978-1988, Décennie des transports et des communications en Afrique et que le Plan d'action de Lagos avait également dûment souligné l'importance de l'intégration du secteur des transports.

5. L'orateur a également insisté sur l'importance de l'Autorité de la route trans-Afrique de l'Est Le Caire-Gaberones, dont le réseau relie sept pays membres et 10 pays membres associés et nourra accélérer le progrès social et économique de la région, et finalement atteindre les buts et objectifs de la communauté économique africaine. Il importait par ailleurs de simplifier les

passages de frontières, les règles et procédures en la matière et d'uniformiser les formalités douanières et les règles de la circulation.

6. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, le ministre a lancé un appel à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement, à la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, au Fonds européen de développement et aux pays industrialisés coopérants pour qu'ils réunissent suffisamment de ressources pour aider à l'effort de développement des transports. Il a aussi invité les participants à la Réunion à examiner de façon approfondie la question de la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des projets. Soulignant l'importance de la Réunion, il a prié instamment les participants de formuler des recommandations appropriées au Conseil d'administration.

7. Dans sa conclusion, il a remercié le Secrétaire exécutif de la CEA des mesures qu'il avait prises pour créer l'Autorité de la route trans-Afrique de l'Est ainsi que d'avoir organisé la Réunion. Il a également remercié toutes les institutions spécialisées de l'ONU, l'OUA, les organisations intergouvernementales africaines et tous ceux qui avaient participé, directement ou indirectement, à la création de l'Autorité de la route trans-Afrique de l'Est.

8. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, au nom du Secrétaire général, M.E. Kodjo, empêché, l'orateur a constaté le succès des travaux de la réunion d'experts qui ont permis d'avoir des recommandations sur plusieurs sujets d'importance cruciale pour la création et le fonctionnement de l'Autorité.

9. Il a toutefois attiré l'attention des participants sur trois questions fondamentales requérant un examen immédiat, à savoir :

- a) la signature et/ou la ratification des statuts de l'Autorité ;
- b) l'emplacement du Siège ;
- c) la nomination des principaux fonctionnaires.

10. Sur le premier point, il a rappelé l'article 20, "dispositions finales" des statuts selon lequel ces statuts n'entreront en vigueur qu'après leur signature par quatre Etats membres et leur ratification par les 2/3 des Etats membres. Or quatre états seulement ont signé les statuts (Egypte, Ethiopie, Kenya, Soudan) le Zimbabwe devant le faire au cours des assises du Conseil d'Administration, et deux états seulement les ont ratifiés (Egypte, Ethiopie), le Zimbabwe ayant engagé la procédure de ratification.

11. Il a souligné que ce non-respect des dispositions par les Etats membres risquait de mettre en cause les bases juridiques des réunions en cours, et en a appelé aux membres de l'Autorité qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils signent le statut, et à tous les membres pour qu'ils engagent la procédure

de ratification.

12. Sur le deuxième point, en raison du caractère imprécis des propositions faites par le gouvernement du Kenya pour abriter le Siège de l'Autorité, et des conséquences qui en découlent quant à la nomination des fonctionnaires et à l'estimation du budget, il a invité le Conseil consultatif à examiner le contenu des communications reçues du gouvernement du Kenya et à formuler une recommandation concrète en la matière.

13. Il a toutefois souligné qu'il considérait la déclaration faite par la délégation kényenne encourageante.

14. Sur le troisième point enfin, il a déclaré que, pour assurer à l'Autorité son vrai caractère intergouvernemental, il était souhaitable de procéder à une juste répartition des postes, sans pour autant sacrifier les exigences de compétence et d'efficacité.

15. En conclusion, il a affirmé que l'OUA était prête à apporter sa modeste contribution aux délibérations du Conseil, notamment sur les trois questions évoquées, et a terminé en souhaitant plein succès aux travaux du Conseil.

16. M. Marc Manirakiza, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a tout d'abord remercié le Gouvernement de l'Ethiopie socialiste de sa contribution à l'organisation de la réunion, ainsi que les pays industrialisés, dont l'assistance n'avait jamais fait défaut depuis le lancement du projet.

17. Les objectifs de la réunion du Conseil consultatif étaient de donner des avis sur les activités de l'Autorité et du Directeur général ainsi que sur leurs programmes et leur administration, et de présenter au Conseil d'administration des recommandations sur le programme de travail et son financement. Les participants devaient donc émettre leurs opinions sur tous les problèmes qui leur avaient été soumis par le Conseil d'administration afin de préparer comme il se devait les travaux du Conseil d'administration qui devait se réunir les 20 et 21 novembre 1981 à Addis-Abeba.

18. Il a estimé que vu le succès de la réunion d'experts, le programme d'action était certainement réalisable, et le budget certainement réaliste.

19. Les problèmes revêtant une importance cruciale, il a préconisé un appui concerté de la communauté internationale et des Etats membres en particulier.

20. Le programme de travail, qui supposait que l'Autorité soit dotée des techniciens compétents, devait pouvoir compter sur des outils et du matériel de bureau en quantité suffisante et, outre ces techniciens, il devait pouvoir disposer de l'aide juridique appropriée pour résoudre les problèmes causés par les barrières autres que matérielles, établir les projets de traité et autres instruments juridiques et entamer des négociations entre les Etats.

21. En outre, les comités inter-Etats prévus devraient bénéficier de l'assistance d'experts internationaux et d'une aide financière. A cet égard,

Le rôle du Comité de l'élaboration des projets était de faire le bilan des projets en cours et d'aider à en lancer de nouveaux en vue d'améliorer tous les tronçons qui ne répondaient pas aux normes ainsi que d'aider le Comité des normes routières à promouvoir l'uniformisation de la signalisation, des signaux et marquages routiers, des règles de circulation et des charges par essieu. Il ne fallait pas sous-estimer l'importance de la Commission des échanges inter-Etats dont le rôle était de faire lever les barrières administratives et juridiques entravant la libre circulation des biens et des personnes; Commission qui faisait appel à des organes subsidiaires nationaux. Enfin, le Comité de la recherche-développement devait jouer pleinement son rôle et, à cet égard, disposer des experts, du matériel et des fonds requis pour élaborer un programme de recherche.

22. En conclusion, il a demandé à la communauté internationale de fournir un appui substantiel au programme de la route trans-Afrique de l'Est sans lequel toute interdépendance économique et commerciale serait impossible.

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

23. Sur la base des candidatures proposées par le représentant du Zimbabwe, les participants ont élu à l'unanimité le représentant de l'Ethiopie au poste de président, celui de la France au poste de vice-président et celui de la Banque africaine de développement au poste de rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 3 de l'ordre du jour)

24. L'ordre du jour provisoire suivant de la réunion élaboré par la CEA a été adopté sans amendement :

- 1) Ouverture de la réunion
- 2) Election du bureau
- 3) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
- 4) Etude du Plan d'action de l'Autorité de la route trans-Afrique de l'Est
- 5) Questions diverses
- 6) Date au lieu de la prochaine réunion
- 7) Adoption du rapport.

Etude du Plan d'action de l'Autorité (point 4 de l'ordre du jour)

25. Le Conseil consultatif a accepté sans commentaire le Plan d'action de l'Autorité tel qu'il était contenu dans le rapport de la réunion d'experts.

26. Pendant l'examen de ce rapport, le représentant de Djibouti a suggéré que tous les pays envoient à l'Autorité, dès qu'elle deviendrait opérationnelle, leurs normes et spécifications routières.

27. Le secrétariat de la CEA a signalé que le moment était venu pour les pays développés et les organisations internationales de faire part de leur expérience et de donner des conseils appropriés afin que puisse en être saisi le Conseil d'administration par le truchement du Conseil consultatif.

28. En réponse à une question posée par le représentant de l'Ouganda, le rapporteur de la réunion d'experts a déclaré que le budget de l'Autorité devrait être adopté sur la base de la contribution à concurrence de 80 p. 100 des pays membres et à 20 p. 100 des pays membres associés, que l'accord relatif au siège devrait être sans qu'il soit fait mention du nom du pays choisi et qu'un sous-comité spécial d'experts devrait interviewer et sélectionner les candidats qualifiés sur la base de leurs compétences, de leur expérience et, dans une certaine mesure, d'une répartition géographique équitable.

29. Le représentant du Zimbabwe a fait remarquer qu'à la base de la création de l'Autorité se trouvaient la signature et la ratification des statuts et il a invité les participants à faire ce premier pas important en avant. Il a ajouté qu'aussi longtemps que d'autres pays ne les signeraient pas et ne les ratifieraient pas, les pays signataires seraient réticents à verser leurs contributions, sachant en effet qu'il leur incomberait, et à eux seuls de supporter le lourd fardeau des dépenses d'exploitation de l'Autorité. Il a par conséquent recommandé instamment à d'autres pays de signer et de ratifier comme son pays le ferait le jour suivant, les statuts de l'organisme.

30. Le représentant de la Zambie a également fait savoir que son pays signerait les statuts.

31. Le Président a souligné l'importance que revêtaient les opinions du Zimbabwe et il a déclaré que sans la signature des statuts, l'Autorité ne pourrait pas commencer ses travaux comme prévu.

Questions diverses (point 5 de l'ordre du jour)

32. Dans l'examen des moyens à utiliser pour mobiliser des fonds en faveur de l'Autorité, le représentant de l'OUA a suggéré que soit organisée et convoquée en 1983 une réunion technique consultative dans le cadre de la Décennie des transports et des communications, sous réserve que l'Autorité devienne opérationnelle en 1982. Il a fait remarquer que c'était une méthode de mobilisation bilatérale et multilatérale de fonds qui avait déjà fait ses preuves.

33. Le représentant du Zimbabwe a confirmé l'utilité des réunions techniques consultatives à condition qu'elles soient bien organisées et préparées, et il a suggéré qu'il soit fait appel aux organisations internationales pour la préparation des documents sous une forme généralement acceptable par les pays donateurs.

34. Le représentant du Département de la coopération technique pour le développement de l'Organisation des Nations Unies a fait une brève description des activités de son département et s'est offert à aider l'Autorité en lui détachant des conseillers interrégionaux dans les domaines d'intérêt de l'organisme, signalant à cet égard que son département possédait une vaste expérience et des connaissances techniques approfondies en matière d'identification et d'élaboration de projets et qu'il travaillait en étroite collaboration avec les commissions nationales. Il a proposé que l'Autorité lui envoie une demande officielle d'assistance par l'intermédiaire de la CEA.

35. Les participants sont convenus qu'il fallait établir un calendrier d'action et le soumettre à l'adoption du Conseil d'administration puisqu'il semblait inapproprié de laisser le hasard faire les choses. A l'appui de ce qui précède, le représentant de l'OUA a proposé que les deux comités les plus importants, à savoir ceux de la recherche-développement et de la normalisation, soient créés d'ici au mois de juillet 1982, époque à laquelle le Directeur général devait normalement entrer en fonction et que, en collaboration avec la CEA, ils commencent leurs travaux si l'on voulait que la réunion technique consultative puisse avoir lieu en février 1983.

36. Les participants ont adopté les recommandations du Zimbabwe et de l'OUA.

Date et lieu de la prochaine réunion (point 6 de l'ordre du jour)

37. Après les débats et après les explications données par la CEA, il a été décidé qu'il incombait au Conseil d'administration d'arrêter la date et le lieu de la prochaine réunion puisque devaient se retrouver ensemble les experts, le Conseil consultatif et le Conseil d'administration lui-même.

Adoption du rapport (point 7 de l'ordre du jour)

38. Le Conseil consultatif a adopté son rapport.